

Alsace : manifestation pour un retrait total des déchets de Stocamine

le [18.10.2014 à 19h32](#), mis à jour le 20.10.2014 à 21h17 Lecture 2 min.



Le centre souterrain de stockage de déchets ultimes Stocamine à Wittelsheim le 21 septembre 2002, au lendemain de la fin d'un incendie qui a couvé pendant 11 jours dans ce site

(c) Afp

Wittelsheim (France) (AFP) - Quelque 250 manifestants ont réclamé samedi à Wittelsheim (Haut-Rhin) le déstockage total des déchets industriels du centre souterrain Stocamine, quelques jours avant le début du retrait partiel décidé par le gouvernement, a constaté un correspondant de l'AFP.

"Nous demandons une fois de plus le déstockage total, seule solution pour préserver la nappe phréatique d'Alsace, la plus importante d'Europe", a déclaré Yann Flory, porte-parole des

associations locales et syndicats d'anciens mineurs à l'origine du rassemblement sur le site Stocamine.

Cette position "a été exprimée par la quasi-totalité de la population et des élus", a fait valoir le porte-parole de ce collectif baptisé Déstocamine.

Le gouvernement a retenu en août la solution d'un retrait partiel, centré sur les déchets les plus dangereux contenant du mercure. L'opération commencera d'ici à la fin du mois, a précisé la direction du site.

Les déchets ainsi extraits seront restockés dans une ancienne mine en Allemagne, adaptée à leur accueil.

Ouvert en 1999 à 550 mètres sous terre dans une ancienne mine de potasse, Stocamine a stoppé son activité seulement trois ans après en raison d'un incendie. Il a ensuite fallu attendre dix ans pour que l'Etat se prononce sur le sort des 44.000 tonnes de déchets enfouis.

En 2012, un premier scénario retenu par l'Etat avait provoqué une levée de boucliers dans la région. Il prévoyait une fermeture du site avec un enfouissement définitif des déchets, après un retrait préalable des déchets les plus dangereux.

Ségolène Royal, après une nouvelle concertation, avait ainsi tranché il y a quelques semaines en faveur d'un scénario prévoyant désormais le retrait de 93% du mercure, au lieu de 56%.

Pour Déstocamine, c'est un "premier pas positif" mais insuffisant. Le collectif estime que ce scénario aboutit à confiner sur place environ 36.000 tonnes de déchets par des barrages de béton et d'argile et n'empêchera pas à très long terme la pollution de la nappe phréatique voisine.

"On va dépenser 55 millions d'euros pour des barrières qui ne serviront qu'à retarder l'inéluctable, c'est du gaspillage d'argent public", a estimé Etienne Chamik, porte-parole des anciens mineurs.

En juin, la Cour des comptes avait déploré les atermoiements de l'Etat dans ce dossier, estimant que l'absence de prise de décision avait déjà coûté 45 millions d'euros au contribuable et qu'elle coûtait 5,5 millions de plus chaque année.